

# **Montréal : les défis d'une ville universitaire**

Notes pour l'allocution prononcée par  
M. Luc Vinet  
Recteur de l'Université de Montréal

À l'occasion d'un déjeuner-conférence organisé par la  
Chambre de commerce du Montréal métropolitain

Hôtel Omni Mont-Royal

Le 8 novembre 2005

Je veux d'abord remercier la Chambre de commerce du Montréal métropolitain de m'offrir sa tribune.

Historiquement, la Chambre a fait beaucoup pour l'enseignement supérieur au Québec. C'est elle, je le rappelle, qui a eu l'idée, il y a près d'un siècle, de créer l'École des hautes études commerciales, qui est aujourd'hui l'une des deux écoles affiliées de l'Université de Montréal. Et depuis, la Chambre n'a jamais cessé d'appuyer le développement du réseau universitaire montréalais.

Comme vous le savez, Montréal a reconduit dimanche le mandat de son maire. Permettez-moi de profiter de l'occasion pour féliciter Gérald Tremblay de sa réélection. Nos universités ont grandement bénéficié ces dernières années du soutien du maire Tremblay, qui comprend bien le rôle crucial qu'elles jouent dans le développement social, culturel et économique de Montréal. C'est avec confiance que nous envisageons la poursuite de cette collaboration.

I shall now talk about our universities, about their critical role in view of the societal challenges that we have to face and about the competitiveness crisis they are in. I shall also use the occasion to tell you more about the Université of Montréal, for your information and for the sake of illustration.

Parler d'éducation aujourd'hui, ce n'est pas seulement parler d'écoles, de réformes, ou encore de finances publiques. Parler d'éducation, c'est parler de respect des droits humains, d'élimination de la pauvreté, de protection de l'environnement, de maintien de la paix et de justice sociale, c'est parler de toutes ces valeurs que nous souhaitons transmettre à nos enfants afin qu'à leur tour, ils travaillent au développement d'un monde meilleur.

Depuis la publication du rapport Parent, la place de l'éducation dans notre société s'est, vous le savez, considérablement accrue. Au niveau universitaire, notre population s'est scolarisée plus rapidement que n'importe quelle autre en Amérique du Nord. Certains ont même parlé d'un « miracle québécois ».

Montréal offre un concentré de cette scolarisation croissante. Lorsque je suis entré à l'université en 1970, à peine un Montréalais sur 20 avait une formation universitaire. Aujourd'hui, un Montréalais sur 5 possède un diplôme universitaire chez les 25 ans et plus. Chez les 25 à 34 ans, c'est

presque un sur 3, à peine moins que dans les grandes métropoles nord-américaines.

Fidèle au génie qui lui est propre, Montréal a développé une configuration universitaire qui n'a pas d'égale au Canada. Aujourd'hui, elle jouit d'un réseau unique d'écoles et d'instituts universitaires d'envergure, qui fait d'elle la première ville universitaire d'Amérique du Nord au prorata de sa population.

Here is a little anecdote in that respect. Five years ago, after a back of the envelope calculation, I claimed in a McGill report that Montreal was second only to Boston when it comes to the ratio of the student population against the overall population of the city. Prompted by Premier Landry who was intrigued by the statement, we refined the methodology to find out that Montreal was not second but in fact first. This made the La Presse headline and generated an uproar from Boston's City Hall. Since then, Montreal and Boston have been trading first and second spots.

Montréal ne se distingue pas seulement par son bassin d'étudiants, elle se distingue aussi par son effervescence intellectuelle et sa classe créative. En effet, Montréal est aujourd'hui la capitale de la recherche universitaire au Canada, loin devant Toronto. Les universités montréalaises recueillent à elles seules 20% des sommes allouées à la recherche universitaire au Canada et près de 75% de celles allouées au Québec.

Qui plus est, le poids des universités montréalaises dans l'économie québécoise et canadienne n'a cessé d'augmenter. L'an dernier, on estimait à 6 milliards de dollars l'impact dynamique des universités de l'île sur le PIB canadien. Quand on parle d'impact dynamique, on ne parle pas des dépenses et des salaires de nos employés, on parle des retombées concrètes des nouvelles connaissances produites par nos chercheurs sur le capital et le travail. Les universités sont de nos jours des acteurs économiques de tout premier plan, dont l'activité influe directement sur la productivité et la compétitivité de notre société.

Le développement de l'Université de Montréal est à l'image de celui du secteur universitaire de la métropole. Cette université canalise et reflète les aspirations les plus élevées de notre communauté et est certainement l'un des moteurs importants de ses réalisations.

Au cours des dernières décennies, l'Université de Montréal a atteint le rang des universités de tête au Canada. Je constate cependant depuis mon retour que sa réputation n'est pas à la hauteur de ses accomplissements. Permettez-moi donc quelques instants de propagande.

Aujourd'hui, avec HEC Montréal et l'École Polytechnique, l'Université de Montréal forme le deuxième pôle d'enseignement et de recherche au Canada par le nombre d'étudiants et de stagiaires postdoctoraux. Nous accueillons 55 000 étudiants et notre budget de recherche totalise un demi-milliard de dollars cette année.

Nous sommes la seule université au Canada – la seule! – à couvrir l'ensemble des disciplines du secteur de la santé.

Nous formons

- 34 % des médecins du Québec,
- 54 % des dentistes,
- 51 % des pharmaciens,
- 36 % des infirmières,
- tous les optométristes de la province
- et tous les vétérinaires.

Depuis 6 ans, nos étudiants de médecine se classent premiers au concours du Collège médical du Canada. Une performance tout à fait spectaculaire, qui devrait faire l'orgueil de tous les Québécois.

Enfin, l'Université de Montréal c'est aussi 200 000 diplômés, une véritable armée de personnes hautement qualifiées qui font d'importantes contributions à notre société. J'en reconnais même quelques-uns à la table d'honneur, dont mes collègues les recteurs de Concordia et de l'UQAM, que je salue.

Les progrès de la scolarisation et du développement universitaire au Québec sont des réussites spectaculaires qui doivent être saluées. Il ne nous est cependant pas loisible d'en rester là. Des défis majeurs se présentent à nous, des défis qui interpellent nos universités de manière critique à la fois dans leur rôle universel et dans leur rôle de véhicule privilégié du développement du Québec.

Au premier chef, sans reprendre le débat présocratique, il est clair que notre réalité empirique est en évolution rapide. Il suffit de prendre pour exemple les nouveaux défis épidémiologiques, les avatars des questions de sécurité nationale, l'impact des phénomènes naturels et climatiques extrêmes, les bouleversements de l'échiquier politique, les problèmes d'éthique que soulèvent les progrès scientifiques, les enjeux énergétiques,

l'impact de la Chine et de l'Inde dans le commerce international, etc. Autant de questions qui requièrent le développement par la recherche de connaissances nouvelles, autant de questions qui requièrent la formation de citoyens de mieux en mieux équipés pour y répondre, autant de questions qui justifient cette affirmation déjà galvaudée selon laquelle la société qui se profile sera de plus en plus celle du savoir, autant de questions qui imposent aux universités d'évoluer pour être pertinentes.

Le deuxième défi a à voir avec le déclin démographique qui confronte le Québec, au milieu de tous ces enjeux liés à la mondialisation.

Vous le savez, notre population vieillit. Dès 2012, la proportion de la population active va commencer à diminuer, tandis que des pays comme l'Inde et la Chine disposeront d'un bassin quasi illimité de main-d'œuvre qualifiée.

Dans ce contexte, notre atout principal est celui de la qualité. Il nous faut optimiser le développement de notre capital humain. L'innovation est la voie de l'avenir pour le Québec. Il nous faut augmenter l'accès et la participation à nos programmes universitaires et offrir ce qu'il y a de mieux en enseignement supérieur. Là encore, nos universités sont interpellées de manière critique.

Face à ces attentes, l'Université de Montréal s'est donné comme mission fondamentale de préparer ses étudiants à devenir des forces de changement. À cet égard, elle s'est engagée dernièrement dans la poursuite de six objectifs fondamentaux. J'en mentionnerai trois.

**Premier objectif** : placer l'étudiant au centre de nos préoccupations – puisque l'étudiant est le vecteur premier du transfert de connaissances.

**Deuxième objectif** : augmenter l'impact de nos recherches – puisqu'il importe de contribuer de façon significative aux problèmes majeurs de l'heure et de développer notre économie par la recherche et ses retombées. Une expression concrète de cet objectif : être parmi les 10 meilleurs au monde dans 10 domaines.

**Troisième objectif** : internationaliser l'Université dans toutes ses dimensions – pour être le mieux en prise sur les enjeux de la mondialisation.

Bref, l'Université de Montréal anticipe les enjeux de demain et prend les devants, tant au niveau de son projet académique que de son organisation.

Depuis 1998, l'Université de Montréal a connu une croissance phénoménale : une hausse de l'effectif étudiant de 33 %, une croissance des revenus de recherche de 120 % et l'embauche d'une centaine de professeurs.

L'une des conséquences de ce développement, c'est que l'Université de Montréal se retrouve très à l'étroit sur la montagne et que certaines de ses activités d'enseignement et de recherche souffrent de ce manque d'espace. En outre, si on la compare aux autres grandes universités de recherche canadiennes, l'Université de Montréal figure bonne dernière pour ce qui est des espaces par étudiant.

Notre Université ne pourra pallier son déficit d'espace dans les limites de son campus. Ce campus est non seulement saturé, il constitue un site patrimonial et protégé. C'est pourquoi la possibilité de développer un campus sur le terrain de la gare de triage d'Outremont se présente comme une occasion extraordinaire.

Le campus Outremont, ce n'est pas seulement un projet universitaire. C'est un projet montréalais. C'est un projet qui permettra de remplacer une gare de triage polluante par un campus vert.

C'est un projet qui nous permettra d'accueillir davantage d'étudiants de partout au Canada, où la population étudiante croîtra de 20 à 30 % d'ici la fin de la décennie.

C'est un projet qui nous permettra aussi d'accueillir davantage d'étudiants étrangers. Il y a en ce moment plus de 2 millions d'étudiants étrangers dans les pays développés. Et ce nombre est appelé à exploser au cours des prochaines années. Selon l'OCDE, le marché des étudiants étrangers pourrait même éclipser le marché de la finance dans les années qui viennent.

Récemment, la Chambre de commerce publiait un Bulletin de santé de Montréal entièrement consacré à l'attraction et à la rétention des talents étrangers. L'un des constats de cette étude, c'est que Montréal n'attire pas autant de diplômés qu'elle le devrait.

Comme la Chambre de commerce, je crois que la meilleure stratégie pour importer de la matière grise à Montréal, c'est de l'attirer en amont, à l'université.

Alors même que les universités prennent une importance stratégique inédite pour notre devenir, le projet de campus à Outremont offre de façon visionnaire à l'Université de Montréal et à notre ville un outil essentiel de

développement durable. C'est une occasion qu'il nous faut saisir collectivement.

Now as the Université de Montréal and its sisters universities prep-up to contribute responsibly to our societal challenges, a schizophrenic tension builds in view of their pitiful fiscal state – a financial situation which is doubly aggravated in Quebec.

Il y a trois semaines, deux documents sont venus souligner la gravité de la situation. L'un est le manifeste « Pour un Québec lucide », l'autre est le « Rapport sur l'accès à l'éducation » qui avait été commandé dans la foulée du Forum des générations à un comité présidé par Michel Gervais.

Les deux documents font état du rôle vital de l'éducation pour l'avenir du Québec, soulignent la situation précaire de nos universités et demandent de façon urgente la tenue d'échanges sur le financement universitaire. Mais en même temps, le rapport Gervais rappelle qu'en 1966, nous étions 41 % au Québec à placer l'éducation en tête des priorités que devrait avoir notre gouvernement. Aujourd'hui, nous ne sommes plus que 5 % à penser la même chose. Ces chiffres sont préoccupants, compte tenu de l'effort collectif qu'il nous faudra faire pour redresser la situation.

For the education strategy, appropriately focused on quality, to succeed, our universities must be competitive. This is obvious. They must be accessible, offer the best training there is and generate brilliant ideas and discoveries. Remember that this is the best weapon we can develop in view of our demographics and the globalized context. This requires competitive resources. We do not have them, far from it.

Il faut tout d'abord se rappeler que l'on a unanimement reconnu, il y a deux ans, lors de la commission parlementaire sur le financement des universités, que le réseau universitaire québécois souffrait d'un sous-financement relatif, par rapport au reste du Canada, de 375 millions de dollars par année.

Pour l'Université de Montréal, qui compte pour 17% du réseau, cela représentait un sous-financement relatif annuel de quelque 65 millions.

Depuis, la situation s'est détériorée. Sur la recommandation de l'ancien Premier ministre Bob Rae, le gouvernement ontarien de Dalton McGuinty annonçait au printemps dernier des investissements de 8 milliards de dollars sur cinq ans dans l'enseignement supérieur et la recherche. En Alberta, le gouvernement Klein vient de consentir une augmentation de plus de 30% sur trois ans au budget de l'enseignement supérieur.

To illustrate what this represents for Quebec universities, let me focus on a key indicator of quality, that is the student/faculty ratio. You will recall that Quebec universities underwent in the 90's severe budget compressions that resulted in dramatic attrition of our professoriates – the equivalent of the entire professorial staff of UQAM for instance.

Thanks in part to reinvestment from 2000 to 2002, recruitment picked-up for a while but not enough to reach the 1994 level. Meanwhile, enrolments increased to numbers exceeding those of 1994. This leaves for instance the Université of Montréal with a student to faculty ratio of 22 while it is roughly 19 on average in the other non-Quebec G10 universities. To reach this average ratio would require the UofM to hire about 200 more faculty members for a rough additional annual budget need of 20 millions.

Au-delà des problèmes de sous-financement particuliers aux universités québécoises, il faut aussi réaliser que les universités canadiennes prises dans leur ensemble ne sont pas concurrentielles par rapport à celles des autres pays et des États-Unis en particulier. L'Association des universités et collèges du Canada estime qu'entre 1980 et aujourd'hui, le financement gouvernemental par étudiant du système universitaire public a augmenté de 25% aux États-Unis pendant qu'il chutait de 20% au Canada. En 2004, les revenus par étudiant des universités américaines du réseau public dépassaient de 5000 \$ ceux des universités canadiennes – de 8000 \$ si l'on tient compte des droits de scolarité.

For the Université de Montréal, this represents an additional gap of 240 millions which, when combined with the 65 millions associated to the outdated estimate of the underfunding which is internal to Canada, brings the price tag for competitiveness to more than 300 millions per year.

On doit s'occuper de cette question de manière urgente. Par le truchement du Conseil de la Fédération, les premiers ministres se sont entendus pour placer l'éducation postsecondaire au sommet de leurs priorités et ont prévu la tenue en janvier d'un forum sur la question coprésidé par Messieurs Charest et McGuinty.

Au cours des dernières années, le gouvernement fédéral a mis sur pied des programmes qui ont stimulé grandement la recherche universitaire canadienne, des programmes tels le programme des frais indirects de la recherche, la Fondation canadienne pour l'innovation et les Chaires de recherche du Canada. La stratégie d'innovation est d'une telle importance pour le Canada que le temps est venu, je pense, de mettre sur pied à l'échelle canadienne un plan ambitieux et intégré sur l'éducation postsecondaire.

Ce plan devrait comprendre selon moi des éléments de soutien direct et indirect aux universités.

Il devrait consolider les programmes existants d'aide à la recherche de manière à accroître les retombées des travaux de nos chercheurs et augmenter à un niveau concurrentiel l'aide aux étudiants des cycles supérieurs.

Ce plan devrait aussi être assorti de transferts afin de subvenir aux opérations générales des universités et d'accroître leur capacité d'accueil et d'encadrement au premier cycle.

Cela étant, il ne faut pas reléguer aux oubliettes le sous-financement relatif des universités québécoises. Les montants sont trop substantiels et nos problèmes sont trop aigus au vu des baisses démographiques du Québec.

Je vous invite donc ardemment à prendre part de toutes les façons possibles aux discussions qui mèneront au sommet sur l'enseignement postsecondaire de janvier organisé par le Conseil de la Fédération.

Convenons aussi qu'il est impérieux de mettre sur pied, comme le réclament le manifeste Bouchard et le rapport Gervais et comme l'annonce le ministre de l'Éducation Jean-Marc Fournier, une table pour examiner et résoudre sans tarder la question du sous-financement relatif des universités québécoises.

Adoptons une approche qui privilégie l'ouverture et la raison. Regardons les faits, appuyons-nous sur nos valeurs et trouvons des solutions.

Encore une fois, la mobilisation du plus grand nombre sera essentielle.

Nos universités... vos universités ne peuvent être laissées dans l'état où elles sont et je sais que nous pouvons compter sur vous.

On n'est pas né pour un petit pain. Nos universités ont la vision, l'audace et le talent pour contribuer à faire du Québec un leader dans cette société du savoir.

Hold us to it, help us to it.

Nous sommes déterminés. Si nos défis sont grands, nos succès le seront encore davantage alors que se profile une nouvelle Révolution tranquille.

Merci.